

Spécial Chute du Mur

2) Étude

Isabelle BOURGEOIS :

Comment la TV ouest-allemande
a contribué à la chute du Mur.
Un cas unique d'interaction
entre médias et opinion.

ÉTUDE

Isabelle Bourgeois

Comment la TV ouest-allemande a contribué à la chute du Mur. Un cas unique d'interaction entre médias et opinion.

En cette période de célébration de la chute du Mur voici vingt ans, le 9 novembre 1989, présentation des faits et analyses se concentrent sur les événements politiques, ainsi que sur les données économiques et sociales qui ont mené à l'effondrement du régime de la RDA. Dans ce contexte, on accorde une large importance au processus de la « révolution pacifique » en Allemagne de l'Est, surtout à ses nombreuses manifestations – dont ces « manifestations du lundi » se déroulant à Leipzig en octobre 1989. Les images des événements marquant la fin de la RDA sont en effet innombrables. Elles nous ont permis à l'époque de suivre quasi en direct l'évolution de la situation. Cette riche iconographie nous permet aujourd'hui de retracer avec le recul historique et sur la base d'un corpus de documents rare dans sa densité les étapes du processus ayant mené à la chute du Mur.

Or ce processus qui s'est produit sous les caméras du monde entier présente une particularité rarement thématifiée : les images étant diffusées quasi en direct, la télévision a eu un effet amplificateur et accélérateur sur la « révolution pacifique ». Et dans cette perspective, la relation des événements par les TV de la RFA (Allemagne de l'Ouest) a joué un rôle déterminant. Car les Allemands de l'Est pouvaient presque tous capter la TV ouest-allemande. Et, leur propre télévision étant instrumentalisée par le régime, ils boudaient ses émissions de propagande et préféraient s'informer en regardant les chaînes ouest-allemandes. De ce fait, ils avaient la possibilité de suivre eux aussi en direct l'évolution de la situation dans leur propre pays.

Cette constellation est unique au monde : l'opinion est-allemande était informée dans la même langue et, de surcroît, par le seul média auquel elle accordait confiance et crédibilité : les chaînes publiques de la RFA (essentiellement la « Une » de l'ARD et la « Deux » de la ZDF). L'interaction permanente entre médias (TV) ouest-allemands et opinion est-allemande grâce au 'canal retour' qu'offrait la relation des événements, et qui a gagné en ampleur dans les premiers jours d'octobre 1989, est un des mécanismes clefs qui ont mené à la chute du Mur. Il n'a pourtant été que très peu analysé jusqu'ici...

Les Allemands de l'Est n'ont confiance que dans l'information en provenance de la RFA

La chute du Mur, 28 ans après sa construction, est bien sûr l'aboutissement d'un long processus dans lequel les mutations du contexte avaient créé un climat favorable à l'émergence et la propagation d'une montée sourde de revendications. La relation continue par la télévision (et la radio) en a permis, à partir de l'automne 1989, une large conscientisation.

Le contexte géopolitique global en 1989 est, rappelons-le, celui de la partition du monde en bloc occidental et oriental. La ligne de partage entre ces deux blocs et tout particulièrement entre Europe de l'Ouest et de l'Est était le Rideau de Fer qui s'étendait entre la RFA et la RDA de la Baltique au nord de la Bavière, et se prolongeait au sud entre la Bavière et l'actuelle République tchèque puis au-delà. Berlin-Ouest, entourée par le Mur, enclave occidentale au centre du territoire de la RDA, faisait face à Berlin-Est, capitale de la RDA. Cette situation particulière de Berlin en faisait le point central de l'affrontement entre les deux blocs.

Les événements qui se déroulent en RDA doivent donc être considérés aussi dans leur contexte est-européen. Et, avec le recul, européen au sens actuel, puisque c'est en 1989 par exemple que l'Autriche décide son entrée dans la Communauté européenne ou que Mikhaïl Gorbatchev prononce, devant le Conseil de l'Europe (le 6 juillet) son discours sur la « *maison commune européenne* ». Le contexte avait considérablement évolué au cours des années 1980 sous l'effet notamment du processus de réforme et de démocratisation en Pologne et en Hongrie, mais aussi de la politique de réforme de l'Union soviétique (*glasnost* et *perestroïka*). L'évolution s'accélère avec la progression de la politique de détente à la fin de la décennie.

Lors de la **visite à Bonn** (alors capitale de la République fédérale) **de Mikhaïl Gorbatchev** (secrétaire du parti communiste d'Union soviétique), **les 12-15 juin 1989**, est signée une déclaration commune plaçant les relations germano-soviétiques sur de nouvelles bases. Le 15 juin, M. Gorbatchev déclare devant la presse : « *Le Mur pourra disparaître quand auront disparu les conditions qui avaient justifié sa construction* » (relaté le même jour par le JT ouest-allemand *Tagesschau*). Parmi les diverses avancées, deux sont particulièrement importantes pour l'opinion est-allemande : au début 1989, lors de deux réunions des Etats de la CSCE (aujourd'hui OSCE) à Vienne, les Etats du Pacte de Varsovie s'engagent à garantir à leurs citoyens la liberté de voyager ; en juillet de la même année, l'Union soviétique rompt avec la doctrine de Brejnev et reconnaît la pleine souveraineté des Etats membres du Pacte de Varsovie.

Le contexte médiatique. Les Allemands de l'Est avaient pour principale source d'information sur leur pays (la RDA) et le monde leurs propres médias – tous centralisés sous la tutelle du Comité central du parti-Etat, le SED (parti communiste), et à la fonction d'outils d'agitation et de propagande. L'information était 'dictée' par le Comité central (censure préalable) : au cours de réunions hebdomadaires au siège de l'Office de la presse à Berlin (une antenne du département « Agitation et Propagande »), les rédacteurs en chef recevaient leurs 'directives' ; elles concernaient aussi bien le contenu des informations à diffuser ou à ne pas diffuser que la manière de les présenter. Le journalisme était considéré comme « *l'institution permettant d'établir le plus rapidement le lien direct entre la direction politique d'une classe et les masses* » (Manuel de journalisme de la RDA, 1984). Or l'expérience de l'instrumentalisation des médias acquise durant 12 ans de dictature hitlérienne (le ministre de la Propagande, Josef Goebbels, considérait en mars 1933 la radiodiffusion « *comme le plus important des instruments d'influence sur les masses qui soit au monde* ») puis, durant 40 ans de dictature communiste, avait appris aux Allemands de l'Est à se méfier de leurs médias d'information.

Mais comme les ondes hertziennes ne s'arrêtent pas aux frontières, ils pouvaient capter aussi avec leur 'rateau' les radios et télévisions ouest-allemandes – sauf dans les régions de Dresde et près de la Baltique, qui s'étaient de ce fait attirées le sobriquet de « *vallée des Innocents* » (*Tal der Ahnungslosen*). Ils la captaient en noir et blanc seulement, puisque, au moment du passage à la TV couleur, le bloc communiste avait opté pour le standard SECAM (technologie française) en opposition au standard PAL développé par l'Allemagne de l'Ouest. Certes, le régime de la RDA avait tenté d'abord de limiter cette 'intrusion' en sanctionnant les foyers est-allemands qui avaient tourné leur antenne vers l'Ouest, mais il a vite dû abandonner et a préféré par la suite opter pour une politique de contre-programmation, notamment dans le divertissement (imitation de formats occidentaux).

Guerre froide oblige, depuis peu avant la construction du Mur, radios, puis télévisions des deux côtés du Mur se livraient une véritable 'guerre des ondes' au plan de l'information. Il y avait bien sûr en RFA des médias de contre-propagande, aux mains des Alliés occidentaux comme les radios *RIAS* ou *Voice of America*.

Mais l'audiovisuel ouest-allemand préférait, quant à lui, riposter à la propagande de la RDA par l'information. C'est ainsi qu'avait été créée en 1960 la radio généraliste Deutschlandfunk (devenue après l'Unité la radio nationale allemande). En ce qui concerne la TV, l'exemple le plus parlant est le magazine d'information *Kennzeichen D* (« Matricule D ») programmé à partir de 1971 par la deuxième chaîne publique ouest-allemande (ZDF), et qui avait pour objectif d'informer, dans le respect des critères déontologiques les plus stricts, sur la réalité des deux Allemagne et d'entretenir ainsi des liens entre les Allemands de part et d'autre du Mur (d'où le « D », pour Deutschland). Créé en 1963, soit deux ans après la construction du Mur, l'établissement public ZDF comptait parmi ses missions de « *servir par ses émissions à la réunification libre et pacifique de l'Allemagne* » (§ 2, 2 du Traité fondateur conclu entre les Länder). *Kennzeichen D*, programmé en riposte au magazine est-allemand de propagande contre « l'impérialisme » occidental : *Der schwarze Kanal* (« Le canal noir »), est très prisé des Allemands de l'Est qui le considèrent comme une des rares sources d'information fiables sur leur propre pays.

Rappelons qu'à l'époque, les Allemands de l'Est ne sont que parcimonieusement équipés du téléphone (il est de surcroît sur écoute), et que le téléphone mobile n'en est qu'à ses balbutiements. Les moyens de communication sont donc limités en comparaison d'aujourd'hui. Il en va de même de l'offre médiatique : l'Internet n'existe pas encore, le premier satellite Astra sera certes lancé à la fin août 1989, mais n'entrera réellement en service que quelques mois plus tard. Quant aux journaux de l'Ouest, ils ne franchissaient bien sûr pas la frontière (sauf pour quelques privilégiés qui y avaient droit, ou alors sous le manteau).

En matière d'audiovisuel (analogique, le numérique ne naîtra que bien plus tard), les Allemands de l'Est n'avaient que deux TV et cinq radios nationales, auxquelles s'ajoutaient, en provenance de l'Ouest, la radio Deutschlandfunk et les deux chaînes généralistes publiques allemandes pour la majorité de la population ; en zone limitrophe de la RFA, ils pouvaient capter parfois par *spill over* les nouvelles chaînes privées (lancées à partir du milieu des années 1980) et une des chaînes généralistes régionales publiques.

En termes d'information TV quotidienne, les Allemands de l'Est disposaient donc pour l'essentiel de six principaux journaux télévisés en soirée : à 19 heures, *heute*, JT de la ZDF ouest-allemande ; à 19 heures 30, *Aktuelle Kamera*, celui de leur première chaîne (DDR 1) ; à 20 heures, *Tagesschau*, de la Une publique ouest-allemande (ARD) ; vers 21 heures 45, *heute journal* (format long avec commentaires, ZDF) ; à 22 heures, *Aktuelle Kamera 2* (sur DDR 2) ; vers 22 heures 30, *Tagesthemen* (format long avec commentaire, Une de l'ARD). Les chaînes ouest-allemandes disposant de correspondants permanents en RDA, leurs JT informent aussi sur l'actualité de la RDA. Et, bien sûr, ils informent aussi sur l'actualité des autres pays est-européens.

Outre l'abondance de l'information télévisée ouest-allemande en soirée, l'élément décisif dans le contexte de la « révolution pacifique » est que **les Allemands de l'Est ont plus confiance dans la TV ouest-allemande que dans la leur quand il s'agit d'avoir des informations sur leur propre pays** (et les Etats du Pacte de Varsovie). Et leur JT préféré est *Tagesschau*.

1^{er} acte.

1988-1989 : l'Europe de l'Est sous l'œil des caméras du monde

Le contexte de l'actualité politique est-européenne de 1989. La RDA s'apprête à fêter son 40^{ème} anniversaire (elle avait été constituée le 2 octobre 1949). De tous les pays de l'Est, la RDA est le seul à être resté un satellite de Moscou au sens d'avant Gorbatchov, qui avait commencé à profondément restructurer l'Union soviétique et à la démocratiser (*glasnost* et *perestroïka*). Les pays de l'Est se démocratisent eux aussi, sauf donc la RDA.

Un micro-événement qui se déroule à la fin de 1988 en RDA, auquel on n'accorde d'abord pas trop d'importance, contribue à attiser la **grogne de l'opinion**. Mais celle-ci est sourde encore.

A la fin de 1988, le Comité central interdit la parution, dans les kiosques est-allemands, du magazine soviétique *Sputnik* (magazine pour les jeunes, avec des éléments satiriques). La raison : dans le nouveau contexte de la *glasnost* et de la *perestroïka*, il entrait dans le débat sur le passé stalinien des partis communistes de RDA et d'URSS. Or le Comité central du SED cherchait à éviter toute extension de ce débat en RDA, ce qui l'avait mené jusqu'à interdire des films soviétiques et, bien sûr, les publications (indépendantes) des Eglises protestantes (qui faisaient fonction d'opposition dans un Etat où le Comité central allait jusqu'à agréer, donc contrôler, lui-même les partis officiels d'opposition). Le parti-Etat avait peur que, trop bien informés sur les débats internes de l'Union soviétique, les Allemands de l'Est ne réclament eux aussi une *perestroïka* et, surtout, **plus de droits démocratiques**.

Or les Allemands de l'Est étaient amplement et bien informés y compris sur l'interdiction de *Sputnik* grâce aux radios et télévisions ouest-allemandes. Ils grognent donc d'autant plus belle que, économiquement, la RDA est au bord de la faillite et que la population en est consciente : elle le constate au quotidien, et les reportages (souvent clandestins) sur les dysfonctionnements qui s'accumulent sur les chaînes ouest-allemandes confirment (ou officialisent) ce constat. A la même époque, on l'apprendra plus tard, le Comité central avait réalisé une étude présentant l'état de quasi-faillite de l'économie de la RDA. Mais l'information sur ces questions est censurée dans les médias est-allemands. La grogne de l'opinion – revendication de la liberté de la presse et de l'opinion – aurait pu s'arrêter là provisoirement.

Mais un événement d'une autre ampleur vient l'attiser : **les élections municipales de mai 1989 en RDA étaient truquées**, comme le révèlent les opposants. Le constat du non-respect flagrant du choix, en principe libre, des citoyens, vient décupler la grogne, s'ajoutant aux autres motifs d'insatisfaction, voire de protestation comme les pénuries qui se généralisent, le peu de libertés démocratiques ou les restrictions de la liberté de voyager (les demandes d'autorisation de sortie du territoire s'accumulent).

2 mai 1989 : actualité hongroise. La Hongrie en cours de démocratisation commence à ouvrir sa frontière avec l'Autriche. C'est une **brèche historique dans le Rideau de Fer** et, bien sûr, les médias internationaux relatent l'événement. Ils y ont d'ailleurs été sciemment invités par le gouvernement hongrois qui veut ainsi démontrer son nouveau cap et qui l'officialisera un peu plus tard.

Pour les observateurs occidentaux, les **images** de cet événement n'ont rien de spectaculaire : quelque part, sur la frontière, des soldats cisailent des barbelés. Pour l'occident, c'est un geste d'une haute valeur symbolique certes, puisqu'il montre une étape de plus dans le processus de détente et de démocratisation des anciens Etats satellites – mais ce geste reste foncièrement abstrait.

Pour les **Allemands de l'Est au contraire, ce même geste symbolique prend une signification très concrète.** Ils comprennent sa portée au quart de tour : ils avaient jusqu'ici la possibilité de voyager au sein de la plupart des Etats du bloc Est ; si la Hongrie ouvre sa frontière avec l'Autriche, cela signifie qu'il y a maintenant un passage officieux vers l'Europe de l'Ouest. Car officiellement, ils n'ont toujours pas le droit de sortir librement du bloc Est.

Les médias du monde entier – et bien sûr aussi les TV ouest-allemandes – informent sur la nouvelle politique hongroise, et **de plus en plus d'Allemands de l'Est prennent conscience de cette brèche potentielle** dans le Rideau de Fer. D'abord sans y croire vraiment puis, devant l'évidence véhiculée par les images et l'information continue (**exposition répétée à l'information**), ils **comprennent ce que cette brèche signifie pour eux**, et ils vont s'y engouffrer de plus en plus massivement. L'exode via la Hongrie s'amorce.

Été 1989 : les ambassades de la RFA à Berlin-Est, Budapest, Prague et Varsovie sont littéralement envahies par les **réfugiés est-allemands** qui demandent la nationalité ouest-allemande (une possibilité garantie par la Loi fondamentale afin de permettre, un jour, la réunification).

Le **10 septembre, la Hongrie et l'Autriche ouvrent officiellement leur frontière.** L'exode devient massif : **210 000 réfugiés.** Les événements se bousculent, les médias relatent à tout va, mais sans vraiment comprendre encore ce qui se passe : le temps manque pour prendre du recul, et priorité est donnée au reportage. Au reportage **TV surtout : image brute, témoignage.**

1^{er} octobre 1989 : la réaction de la République fédérale.

Un événement précipitera les choses : le 1^{er} octobre, **Hans-Dietrich Genscher**, ministre fédéral des Affaires étrangères, se rend à **l'ambassade de la RFA à Prague**, transformée en camp de réfugiés. Et, devant les **caméras** – principalement ouest-allemandes (**pays directement concerné**) –, il annonce que les Allemands de l'Est réfugiés dans les ambassades de Prague et de Varsovie sont **autorisés à entrer en RFA.**

Ces images sont inoubliables : le ministre apparaît à la fenêtre, commence à parler à la foule rassemblée dans le jardin de l'ambassade... là où sont placées les caméras tout au fond, on n'entend pratiquement pas ce qu'il dit, et d'ailleurs, il n'a même pas le temps de terminer sa phrase. Tout à coup, la foule, d'abord silencieuse, s'anime d'un mouvement de houle : les premiers rangs ont compris le message, crient leur joie, et ce mouvement se communique par vagues vers les derniers rangs pour culminer dans une manifestation de joie qui frise l'hystérie. Toujours devant les caméras. **L'information se charge d'émotion.**

Désormais, les médias du monde entier ont les yeux rivés sur les événements. On sent qu'ils sont graves, mais sans en comprendre encore la portée, trop de micro-événements s'enchaînent. L'urgence est de relater, car **l'incertitude** est énorme. Certes, la RFA a affrété des trains pour sortir les réfugiés de Pologne et de République tchèque, mais le gouvernement de la RDA les contraint de traverser le territoire est-allemand, et on craint qu'ils n'y soient arrêtés. Le ballet diplomatique est certes intense, mais l'opinion ne le perçoit guère dans cette **situation d'intense suspense** quant au **sort des Allemands de l'Est** qui fuient leur pays. Le spectre de la répression du mouvement étudiant sur la place Tiananmen (été 1989) est toujours présent, le souvenir des chars soviétiques à Prague en 1968 est vivace, et le caractère dramatique des trains verrouillés attise la panique de ceux qui craignent de 'rester sur le quai'.

Le risque de crise internationale, auquel s'ajoute maintenant le facteur humain, si nécessaire au média télévision, accroît encore le degré d'attention des médias. L'information se focalise sur l'humain. Les images sont à l'avenant : les trains, blindés, surveillés par des maîtres-chiens – on se croirait dans un mauvais film d'espionnage – traversent la 'zone critique'. Et arrivent sans encombre à l'Ouest – la joie des 'rescapés' explose.

Début du 2^{ème} acte.

40^{ème} anniversaire de la RDA : l'actualité devient événement

La situation en RDA est de plus en plus tendue. L'opposition s'organise avec le soutien des églises protestantes (et de ses relais occidentaux) dans un nombre croissant de villes. De nouveaux mouvements démocratiques et même des nouveaux partis voient le jour depuis la mi-septembre : Demokratie Jetzt, Neues Forum, Demokratischer Aufbruch, puis le parti social-démocrate de la RDA (né le 7 octobre).

Le **6 octobre**, sous le regard des caméras du monde entier qui maintenant **guettent** le moindre événement, aussi infime soit-il, s'ouvrent à Berlin-Est les **cérémonies du 40^{ème} anniversaire de la RDA**.

L'attention est avivée par plusieurs éléments : l'exode via les Etats satellites, la présence de chefs d'Etat (**qui assure un surcroît de notoriété aux événements**). Mikhaïl **Gorbatchev**, le maître d'œuvre de la *glasnost* et de la *perestroïka* – **star médiatique s'il en est** –, est présent. Le baiser rituel entre lui et Ulrich Honecker venu l'accueillir à l'aéroport prend valeur de baiser de l'araignée. Certes, ce n'est pas à la presse que Gorbatchev lance sa petite phrase désormais célèbre : « *La vie punit celui qui arrive trop tard* » (*Wer zu spät kommt, den bestraft das Leben*) – une manière diplomatique de critiquer la rigidité du gouvernement est-allemand, dernier bastion communiste, qui campe sur ses positions alors que tous les autres pays de l'Est se démocratisent. Mais elle parvient à la presse qui la transmet à l'opinion – confirmation de l'urgence de réformes.

Le 7 octobre, à Berlin, les cérémonies se poursuivent. Mais dans une ambiance contrainte. Et dans l'après-midi, quelques centaines de jeunes se rassemblent en une **manifestation spontanée**, d'autres cortèges spontanés se joignent à eux, la **tension monte**. Les manifestants réclament la liberté d'opinion. La police les disperse rudement – en RDA, les manifestations autres qu'officiellement organisées par le parti-Etat étaient interdites.

C'est la première fois qu'on assiste en RDA à une manifestation spontanée depuis le 17 juin 1953 : ce jour-là, le gouvernement de RDA avait appelé à la rescousse les chars soviétiques pour réprimer dans le sang la plus grande manifestation spontanée qu'ait connue la RDA (à la suite de ces événements, la RFA avait choisi le 17 juin comme date de sa fête nationale). Le rapprochement qui s'impose avec ce triste événement historique (de même que la récente répression de la Place Tiananmen) avive les craintes, et donc en retour l'attention des observateurs. **Les conditions qui font que quelque chose devient un événement (au sens médiatique) sont donc réunies.**

Situation de crise = alerte maximale = info maximum. Les observateurs internationaux craignent une nouvelle répression sanglante, d'autant que, le même jour, dans une série de villes dont Leipzig, les forces de police et les unités spéciales de la *Stasi* dispersent violemment des manifestants pourtant pacifiques. La tension est à son comble, et on se demande si le gouvernement ne va pas faire intervenir l'armée et même les chars soviétiques, comme en 1953. (Mikhaïl Gorbatchev avouera lui-même, vingt ans plus tard, à quel point le risque d'une 3^{ème} Guerre mondiale se profilait alors entre ce début octobre 1989 et la chute définitive du Mur quelques semaines plus tard).

Manifestations du lundi à Leipzig : nouveauté/exclusivité. Dans ce contexte où plane le **risque d'une guerre civile (voire plus)** se déroule à **Leipzig, le 9 octobre**, une manifestation dont le cortège prend son départ à l'église Nikolaï où ont lieu depuis des semaines, tous les lundis, des « prières pour la paix ». C'est la première des « manifestations du lundi » sur lesquelles se concentrera l'intérêt des médias occidentaux (les médias est-allemands sont toujours censurés). Certes, les correspondants permanents des TV ouest-allemandes ne peuvent se déplacer librement hors de la capitale de la RDA, ils doivent demander un visa au moins 24 heures à l'avance ; et il leur est interdit de se rendre à Leipzig pour couvrir cette manifestation. Mais ils ont su nouer, au fil du temps, un vaste réseau de contacts non officiels, et un certain nombre d'entre eux (notamment de l'établissement public de TV ouest-berlinois Sender Freies Berlin) avaient commencé à équiper les opposants (qui se ré-

unissaient essentiellement dans les églises au début) de caméras vidéo et organisé un système pour passer les cassettes à l'ouest. De cette manière indirecte, la TV ouest-allemande disposait donc d'images et pouvait informer. Et cet expédient permettait de contourner une autre interdiction faite aux journalistes occidentaux accrédités : celle d'interviewer les Allemands de l'Est sans autorisation officielle en bonne et due forme.

Ce qui rend historique cette première manifestation du lundi, c'est qu'aucun homme politique (aucun officiel) ne mène le cortège qui alors, ne comprend encore que 70 000 personnes, dit-on. Il n'y a pas de meneur d'opposition non plus. C'est le Peuple qui s'organise lui-même, spontanément, réclame la *démo-cratie*. C'est un événement que les médias ne peuvent pas ne pas relater, puisqu'il comprend un élément indéniable de **nouveauté/exclusivité**. Ce n'est certes pas la première manifestation spontanée qui se déroule dans les villes de la RDA (après celle des jeunes à Berlin), mais **c'est la première dont le JT *Tagesthemen* est en mesure de diffuser, le soir même, des images**. De ce fait, cette manifestation locale comme les autres prend subitement une ampleur nationale. Et contribue ainsi à déclencher le mouvement de masse que vont devenir les « manifestations du lundi ».

Ensuite, de lundi en lundi, devant les caméras désormais autorisées, les gens défilent, de plus en plus nombreux, clamant le slogan : « *Le peuple, c'est nous* » (*Wir sind das Volk*). Car l'effervescence du renouveau a fini par saisir aussi la télévision de la RDA. Le JT *Aktuelle Kamera* commence à rompre les tabous et à enfreindre les ordres (le 'mot d'ordre' donné par l'Office de presse le 27 juillet par exemple, alors que l'exode via la frontière austro-hongroise gagnait en ampleur, était celui-ci : « *nous ne nous intéresserons pas à la problématique des départs de RDA* » ; celui du 10 août : « *nous ne formulerons pas la moindre critique quant aux problèmes d'approvisionnement* »). Et ce JT se met à informer à son tour sur la réalité désastreuse de la vie en RDA, entrant en émulation avec les TV ouest-allemandes. L'émission y gagne en crédibilité au point qu'elle s'attire une écoute comparable à celle de ses concurrentes de RFA.

Non seulement, les Allemands de l'Est commencent alors à prendre conscience de la situation dans leur pays, mais le regard permanent des caméras, les images de leurs manifestations que leur renvoie la TV leur ont fait prendre conscience aussi de ce qu'ils sont en train de faire. De spontané, d'individuel, le mouvement devient de masse et se structure, prend du sens – prend son sens.

A la fin, le slogan se transforme encore. Dorénavant, face aux caméras, les manifestants scandent : « *Nous sommes un peuple* » (*Wir sind ein Volk*). **Ils revendiquent l'unité allemande pour eux-mêmes, pour leurs concitoyens, mais aussi pour l'opinion ouest-allemande dont ils savent maintenant – la présence des journalistes, l'information occidentale en continu le prouve – qu'elle les écoute et les soutient.**

Ces manifestations du lundi ne donneront lieu à **aucun affrontement violent** : chez les manifestants soutenus par l'Eglise protestante (lieu d'opposition), le pacifisme est de rigueur ; le gouvernement de la RDA est divisé ; quant aux Soviétiques, ils refusent le soutien militaire que leur demandent certains, préférant prôner ouvertement la désescalade de la violence. Ce qui aura favorisé l'apaisement, et donné son nom de « révolution pacifique » à ces manifestations, c'est bien sûr les mutations rapides du contexte politique dans les autres pays de l'Est qui se démocratisent coup sur coup au même moment et la non intervention de l'Union soviétique. Mais c'est tout autant **l'omniprésence des médias occidentaux qui a créé la transparence des événements et ainsi protégé les manifestants (attention de l'opinion internationale) ; contrairement à ce qui fut le cas en Chine peu auparavant, il était impossible au gouvernement de la RDA de rompre les liaisons ou la circulation des images, la proximité géographique entre les deux Allemagne ne le permettait pas. Et l'omniprésence de l'information, des images, a amplifié en retour la prise de conscience de leur pouvoir chez les citoyens est-allemands.**

Le 18 octobre, en réunion du Politbureau, Erich Honecker, secrétaire général du SED depuis 1971, est contraint à la démission. Dans tout le pays, les manifestations se poursuivent, et les gens continuent à émigrer (entre 1989 et 1990, près d'un million d'Allemands de l'Est auront quitté leur pays). Les médias est-allemands se démocratisent, et le magazine de propagande *Der schwarze Kanal* s'arrête le 30 octobre. Le département « Agitation et Propagande » est supprimé. Un nouveau poste est créé, celui de « Secrétaire du comité central du SED chargé de l'information et de la politique des médias » ; il est occupé par Günter Schabowski.

Le 4 novembre se déroule à Berlin-Est une grande manifestation des opposants au régime, qui rassemble près d'un million de manifestants. C'est la **première manifestation d'opposition officiellement autorisée** par le gouvernement. Le même jour, la Tchécoslovaquie ouvre sa frontière avec la Bavière en Allemagne de l'Ouest.

La situation devient intenable pour ce qu'il reste du gouvernement de la RDA, qui finit par démissionner lui aussi le 7 novembre 1989. Le lendemain, c'est le Politbureau qui démissionne. Un nouveau lui succède, avec à sa tête Egon Krenz. L'une des raisons de ces démissions est que les instances dirigeantes n'arrivent pas à mettre au point une **législation facilitant les voyages vers l'Ouest**. C'était là, avec la liberté d'opinion, l'autre revendication clef des manifestants.

3^{ème} et dernier acte **9 novembre 1989 : le « scoop du siècle »**

Le 9 novembre 1989, le Comité central du parti se réunit pour constituer un nouveau gouvernement. Le soir, Günter Schabowski, en sa qualité de porte-parole du Politbureau, donne une **conférence de presse internationale**. Jamais auparavant, une conférence de presse de ce type n'avait suscité une telle attention. Elle est transmise en direct par les radios et télévisions de la RDA.

G. Schabowski informe donc la presse sur les décisions prises dans la journée et, à **18 heures 53**, comme accessoirement, il annonce que la RDA ouvre ses frontières. Les journalistes, qui commentaient un peu à s'ennuyer, réagissent au quart de tour.

Une 1^{ère} question fuse : « *Est-ce que ça signifie que les citoyens de RDA vont pouvoir voyager librement à l'Ouest ?* ». Se déroule alors cette scène historique, diffusée et rediffusée par toutes les télévisions. Günter Schabowski lit un communiqué selon lequel les voyages privés seraient dorénavant autorisés sans conditions particulières à toute personne en faisant la demande.

Une autre question fuse : « *A partir de quand cette disposition entrera-t-elle en vigueur ?* » G. Schabowski regarde son papier et marmonne la réponse comme pour lui-même, ou comme s'il découvrait le texte : « **Immédiatement, tout de suite** ». Plus tard, on se demandera si c'était un lapsus ou encore la volonté de précipiter les choses dans une situation devenue intenable. Qu'importe. Le Mur était ouvert, du moins verbalement. Il avait suffi d'une petite phrase de rien prononcée devant les médias.

Les journalistes se précipitent hors de la salle... le **scoop** est monumental ! A 19 heures 05, l'agence AP diffuse la première la *breaking news* : « *La RDA ouvre sa frontière* » ; à 19 heures 41, l'agence ouest-allemande DPA titre : « *La frontière de la RDA est ouverte* ». Les rédactions du monde entier entrent en effervescence. Le JT *Tagesschau* ouvre sur l'info : « *La RDA ouvre la frontière* ». La nouvelle circule encore dans l'opinion de bouche à oreille. Car rien ne filtre dans les médias est-allemands. A 22 heures 28, la seconde édition du JT *Aktuelle Kamera* diffuse la nouvelle suivante : « *Pour répondre aux nombreuses demandes de la part des citoyens, nous répétons l'information sur la nouvelle réglementation des voyages adoptée par le Conseil des ministres. Premièrement : les voyages privés sont autorisés sur simple demande, c'est-à-dire sans justification de conditions préalables comme l'objet du voyage ou l'existence de liens de parenté* ». Et on insiste sur la nécessité de déposer une demande d'autorisation. Cette nouvelle réglementation devait entrer en vigueur dès le lendemain matin, conformément à la décision qui avait été prise en Conseil des ministres, mais G. Schabowski n'avait pas prêté attention à la mention de l'entrée en vigueur effective (à moins qu'il ne soit passé outre...).

Vérification. De telles discordances sur une nouvelle aussi fondamentale rendent perplexe et attisent la curiosité. Les médias ouest-allemands ne peuvent pas mentir, en tout cas pas quand ils annoncent quelque chose d'aussi gros... Mais pour croire, **les gens ont besoin de vérifier de leurs propres yeux**. Et ils vont commencer à tester le passage. Les garde frontières ne sont au courant de rien, ils n'ont pas d'ordres, la situation est critique, normalement, ils devraient repousser les opposants, tirer dans la foule. Alors ils improvisent, laissent passer les Allemands de l'Est vers l'Ouest, mais invalident leurs passeports, rendant tout retour impossible. Le premier poste frontière à s'ouvrir se trouve à Berlin, sur la Bornholmer Strasse. Il est **21 heures 20**. La nouvelle circule de bouche à oreille, mais rien n'est encore confirmé, tout est encore incertain.

C'est Hajo Friedrichs, le journaliste de *Tagesthemen*, le JT tardif de la Une publique ouest-allemande, **qui forcera l'ouverture du Mur**. A **22 heures 42**, il ouvre son journal par une phrase devenue célèbre, parce que l'erreur d'appréciation sur la réalité de la situation immédiate (la liaison en direct avec le poste frontière Invalidenstraße diffusée dans le même JT le montre bel et bien fermé) n'en est pas moins visionnaire : « *Bonsoir, Mesdames et Messieurs. Il faut être prudent dans l'emploi des superlatifs, ils se déprécient vite. Mais ce soir, il est permis d'y recourir. Ce 9 novembre est une*

date historique : la RDA a annoncé que ses frontières sont immédiatement ouvertes à tout un chacun. Les portes dans le Mur sont largement ouvertes ».

Si Tagesthemen l'affirme, c'est que cela est vrai ! Immédiatement, des deux côtés du Mur, ce sont maintenant des milliers qui affluent vers les zones de passage, dont la Porte de Brandebourg. Les **caméras suivent. Les médias aussi ont besoin de vérifier et de donner une épaisseur réelle, humaine, à cette annonce encore abstraite.**

Les images sont connues... Les garde-frontières ne sont toujours au courant de rien, ils n'ont pas d'ordres, et repoussent les gens. Qui cherchent un autre endroit du Mur, plus perméable peut-être. Les gens pleurent, argumentent (« *Voir le Ku'damm juste une fois...* »), promettent de revenir puis, quelques garde-frontières décident de laisser passer les gens, ouvrent un passage, et le flot s'engouffre, grossit, les premières *Trabant* arrivent... Le Mur est maintenant réellement ouvert.

A 20 heures 30, la nouvelle était parvenue au Bundestag, la chambre des députés ouest-allemande. Et les journaux télévisés de l'Ouest diffusent ces autres **images, inoubliables elles aussi par leur forte charge émotionnelle et symbolique** à la fois : à l'annonce de la teneur du communiqué de G. Schabowski, les députés ouest-allemands se lèvent en bloc et entonnent l'hymne national. De ce geste spontané, ils honorent le peuple est-allemand et sa « révolution pacifique ». Et ils saluent – dans le registre politique cette fois-ci – la portée géopolitique/mondiale de ce qui n'est encore qu'une brèche dans le Mur : la fin de la Seconde Guerre mondiale et de ses conséquences : 40 ans de guerre froide.

Toutes ces images, qui ont fait le tour du monde, sont bien sûr vues aussi par les Allemands de l'Est et les confortent dans le bien fondé de leur révolution.

La suite est connue. La Porte de Brandebourg, symbole du Mur et du Rideau de fer finira par s'ouvrir après quelques jours de siège médiatique (sur fond de haut risque de crise internationale). Au cours des premières élections libres en RDA le 18 mars 1990, une majorité très nette se prononce en faveur des partis qui plaident pour l'unification. Puis s'engagent entre les deux gouvernements allemands les négociations sur l'Unité allemande, suivies des entretiens « 2 + 4 » (RFA-RDA, USA, URSS, France). L'union monétaire se fait le 2 juillet 1990, l'union politique est scellée le 3 octobre de la même année. Le 3 octobre est désormais la date de la fête nationale de la République fédérale unie.

Un cas d'école à approfondir...

Dans le déroulement de ces événements, le rôle de la télévision a été fondamental. Bien sûr, ce n'est pas la TV qui a fait tomber le Mur ou forcé la démocratisation dans les pays de l'Est. Elle n'a pas déclenché ces événements. Mais **elle a été un acteur principal dans la mesure où elle les a favorisés en les amplifiant.**

« Nous n'avons ni provoqué ni fait la révolution. Mais quand elle s'est présentée, nous l'avons accélérée », rappelle au printemps 1990 (symposium Mainzer Tage der Fernsehkritik) Klaus Bresser, qui était directeur de l'information de la ZDF depuis 1988. Et il ajoute : *« La télévision a fait ce pour quoi elle est faite. Elle a montré ce qui se passe, et l'ampleur des événements rendait souvent superflu tout commentaire... La télévision a servi de porte-parole à ceux qui jusque-là étaient sans voix ».*

En informant en permanence (répétition, cumulation), elle a finalement fait en sorte que l'opinion isolée, individuelle, se transforme en opinion de masse. L'information par l'image, le reportage, ont été source de cohérence : en voyant, à la TV ouest-allemande, que les autres Allemands de l'Est, dans d'autres villes ou régions, manifestaient aussi, les manifestants d'une ville donnée ont compris qu'ils n'étaient pas seuls et que les autres manifestaient pour la même cause. C'est ainsi que l'opinion est-allemande s'est construite peu à peu et que, transportée de la sorte dans l'espace public, la « révolution pacifique » a fait tomber le Mur.

Pour les journalistes ouest-allemands, l'année 1989 n'était pas un moment de réflexion, les événements se succédaient trop vite et il fallait informer, quitte à ne pas toujours comprendre, dans

l'urgence, la portée de ce qu'on relatait. « *Nous nous sommes contentés de relater... Et sans trop réfléchir [aux conséquences], nous avons fait notre métier* », explique K. Bresser. La prise de conscience est venue ensuite. Les Allemands de l'Est ont su, eux, décrypter les éléments isolés d'information et en comprendre d'instinct la portée. Ils ne pensaient pas qu'ils feraient tomber le Mur. Mais ils avaient saisi inconsciemment que se constituait une opinion est-allemande qui voulait le changement et que l'opinion internationale la soutenait.

Cette **expérience unique en grandeur nature** de l'effet de la télévision sur l'opinion va encore préoccuper longtemps les chercheurs. **Résumons les mécanismes à l'œuvre dans ce cas d'école de l'interaction entre opinion et média TV.**

Pour la première (et unique) fois, la population entière d'un pays s'est informée presque exclusivement par un seul média : la TV. La charge émotionnelle propre à l'image, l'impression qu'elle donne de 'toucher du doigt' le réel, ont joué un rôle clef dans la régulation des tensions entre l'opinion publique est-allemande d'un côté, le pouvoir, de l'autre. Elles ont amplifié la première et paralysé le second. Il faut dire aussi que la réalité à relater était par définition **télégénique**, c'est-à-dire conforme aux lois inhérentes au média de l'image qu'est la télévision. Situation unique : « *la restitution de la réalité a supplanté la reproduction de la réalité* » (K. Bresser).

Exceptionnellement, le contexte aussi était particulièrement favorable pour que la 'mayonnaise prenne' : **jamais aucune révolution**, aussi pacifique soit-elle, **n'a été relatée en direct dans le pays même où elle se déroulait – et de surcroît dans la langue nationale.** Point n'était besoin de traduction ou d'intermédiaire pour comprendre ce qui se passait ici même.

Ce sont les **TV ouest-allemandes** qui ont mené l'information à l'Est – quasi en direct. Cet **effet de direct**, de simultanéité a créé un **effet de miroir ou de renforcement** lui aussi unique au monde.

Considérées comme des médias particulièrement crédibles du fait de leur indépendance incontestée, les TV ouest-allemandes ont également renforcé la **crédibilité des événements relatés.**

Et **ce direct a**, en retour, **influé sur le cours des événements** au fur et à mesure que les acteurs qui étaient simultanément spectateurs en prenaient conscience et qu'ils en devenaient eux-mêmes acteurs.

Assez rapidement, et dès qu'il fut certain que l'armée n'interviendrait pas, il s'est créé par ailleurs une **dramaturgie propre** aux manifestations du lundi à Leipzig. Voici comment : certains manifestants scandaient leur slogan face aux caméras, montraient drapeaux ou banderoles aux caméras. Ce phénomène est propre à toute manifestation, certes, mais ce qui distingue ces manifestations du lundi d'une manifestation normale, c'est leur régularité/périodicité et donc la **prévisibilité** du 'ballet' entre manifestants et journalistes, autrement dit : **l'agenda setting a été démultiplié par l'effet-série.**

En fin d'après-midi, dès que les journalistes avaient slogans et images 'dans la boîte', ils filaient les acheminer pour qu'ils puissent être diffusés le soir même dans les journaux télévisés ; dès que les journalistes avaient disparu, les manifestants se dispersaient pour rentrer chez eux et regarder les journaux télévisés. Comme pour confirmer que ce qu'ils venaient de vivre était bien réel. Il s'est ainsi créé **à large échelle une sorte 'd'auto-observation' permanente**, de vérification du retour-image chez les manifestants.

Ce 'retour' et son effet grossissant ont été renforcés par la mécanique de la spirale du silence. Au début, les manifestants contre le régime, les transfuges étaient peu nombreux, certains scandaient le slogan : « Nous voulons rester ici », en opposition au « Nous voulons sortir » des autres. La spirale du silence les a finalement mis hors champ ; les revendications des autres manifestants, ceux qui réclamaient plus de démocratie, puis l'unification, ont été mieux articulées et mieux relayées par les médias. Mais petit à petit, sous l'effet de la publicité (au sens premier de : rendre public), ils sont devenus de plus en plus nombreux, ont pris confiance en eux, d'autres ont commencé à partager leur opinion, et c'est ainsi qu'ils ont fini, sous l'effet cumulé et interactif d'un *mainstream* en constitution et des télévisions, par constituer l'opinion de la RDA au bord de l'implosion.

Cette omniprésence du quasi-direct a ainsi conforté dans leur appréciation de la réalité de ce qui se déroulait dans leur pays tous les autres Allemands de l'Est. Un peu sur ce schéma : puisque je le vois à la télé, c'est que c'est vrai. En l'occurrence, cela était vrai – on pouvait le vérifier en se rendant soi-même à une de ces manifestations. Autrement dit : **l'image renvoyée par la TV pouvait se confirmer à tout moment par l'expérience immédiate** – phénomène rarissime dans l'univers de l'information, et surtout à l'échelle de tout un pays (en tout cas de ses points névralgiques).

Ce **direct permanent** plaçait également le pouvoir politique sous le feu des projecteurs. Ainsi exposé, confronté à la révolution du peuple et à l'image positive qu'en renvoyait la TV ouest-allemande (puis les TV du monde entier), le **gouvernement de la RDA était paralysé** : il ne pouvait plus recourir à la répression (l'attention médiatique a également renforcé Moscou dans son refus d'envoyer des chars).

On connaissait déjà la fonction protectrice du regard des médias internationaux sur des mouvements d'opposition ou des dissidents. Mais jamais les conditions n'avaient été réunies pour que l'information circule, et sans filtre de surcroît, chez tous les citoyens du pays concerné. C'est cela, conjugué au 'contrôle' des caméras, qui a amorcé la fin du régime est-allemand.

Cette **interaction entre la relation médiatique et le déroulement des événements (renforcée par les leaders d'opinion, principalement au sein de l'Eglise protestante et parmi les mouvements de dissidents, ou encore parmi les intellectuels et artistes)** allait **crescendo**, elle a grossi un peu selon un mouvement de spirale pour atteindre son point culminant le soir du 9 novembre 1989. Il n'y avait alors plus de retour possible, le Mur devait tomber. Et 'l'erreur journalistique' commise par Hajo Friedrichs le soir même dans le JT *Tagesthemen* révèle à quel point les médias eux-mêmes étaient partie prenante de ce *mainstream*. L'information (non confirmée) qu'il a donnée ce soir-là a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

... et un exemple éminent du rôle d'une information libre et indépendante pour la démocratie

Voilà pourquoi on dit que la TV ouest-allemande a joué un rôle éminent dans la chute du Mur.

C'est l'exemple le plus parfait des effets à long terme que peuvent avoir les médias sur l'opinion – ici, durant les décennies depuis la construction du Mur. Mais il aura fallu que beaucoup de conditions soient réunies en amont pour que le Mur finisse par tomber. La principale d'entre elles est que, bien qu'en apparence les conditions soient réunies pour que la propagande cimenter le régime de la RDA (répression/terreur, censure préalable et *a posteriori*, 'public' captif), les **Allemands de l'Est n'étaient des citoyens captifs qu'au niveau des frontières physiques**. Car le fait qu'ils puissent capter les émissions d'information de l'Ouest leur assurait, contre la volonté même du régime, un **minimum d'information libre et pluraliste**.

Quant à la raison qui a fait des télévisions ouest-allemandes des 'acteurs' éminents dans la chute du Mur, c'est la **confiance** que portaient (et portent toujours) Allemands de l'Ouest comme de l'Est à ce média. A l'Ouest (et également dans l'Allemagne unie), depuis sa création en 1952, la TV est en effet le média d'information considéré comme le plus crédible, le plus digne de foi. Il doit cette considération au premier JT créé dans la RFA (Allemagne de l'Ouest) d'après-guerre : *Tagesschau*. Considération rapidement partagée en RDA aussi, tant était flagrant le contraste avec 'l'information' télévisée des chaînes est-allemandes lancées peu après et strictement encadrées selon les règles de l'art de l'agitprop. En RDA, les médias étaient considérés comme les instruments privilégiés d'une « *direction socialiste des consciences* » et donc placés sous la double tutelle, à la fois administrative et politique, du parti-Etat (« *centralisme démocratique* »).

La confiance que portent les Allemands à leur télévision (à leurs médias en général) repose sur la **liberté et l'indépendance des médias**, ancrées dans la Loi fondamentale (Constitution) depuis la constitution de la RFA en 1949. C'est là l'enseignement tiré à l'Ouest de l'instrumentalisation des médias sous le III^e Reich : cette indépendance constitutionnelle est un puissant 'verrou anti-Goebbels' et se révélera au fil du temps un tout aussi puissant 'verrou anti-agitprop'. Elle se traduit de plusieurs manières. Par leur fonction, les médias (TV incluse) sont une composante intrinsèque de « *l'ordre constitutionnel libéral et démocratique* » de la République fédérale. Leur structure doit donc garantir leur indépendance vis-à-vis de l'Etat – autre principe constitutionnel. Pour la télévision publique, cela signifie que, ses activités étant ainsi placées au service de l'intérêt général, c'est-à-dire de la vie démocratique, seule la collectivité des citoyens peut donner mandat aux opérateurs publics et contrôler, *via* les représentants de la société civile organisée, l'exercice de ce mandat. Plus généralement, la liberté constitutionnelle de la radiodiffusion « *a pour but de protéger et de garantir* » le pluralisme des opinions (Tribunal constitutionnel fédéral, 1981). Et pour tous les acteurs, qu'ils soient publics ou privés, elle se traduit donc par la liberté de la programmation, son corollaire. Dans l'exercice de son rôle dans la vie démocratique, il incombe donc à l'information une responsabilité particulière, garantie par le strict respect d'un code déontologique dont le principe premier est le « *respect de la véracité des faits et de la dignité humaine* ».

Si ces principes valent pour tous les médias, l'opinion les rattache plus particulièrement au seul média 'national' existant outre-Rhin : la télévision. Et, du fait de l'histoire, une émission en particulier les incarne : le JT *Tagesschau* de la Une publique (ARD). Cette concentration des vertus démocratiques du journalisme sur cette émission et l'édition tardive *Tagesthemen* sur la même chaîne atteint son paroxysme dans les années précédant la chute du Mur. Bien sûr, la même réputation s'attache aux JT de la Deux publique (ZDF) comme aux nombreux autres journaux et émissions d'information, mais elle se concentre sur le premier né d'entre eux. Car par son information impartiale, neutre, purement factuelle, présentée par un *speaker au service de l'information* (héritage des valeurs de la BBC), le *Tagesschau* a joué un rôle éminent dans la reconstruction de la démocratie de la RFA au sortir de la guerre. Pour le dire autrement : le modèle démocratique (ouest-) allemand est par essence construit sur l'information – sur la libre circulation d'une information neutre, permettant l'articulation de toutes les opinions, condition *sine qua non* de la libre formation de l'opinion individuelle et collective.

Dans un arrêt rendu en 1961, le Tribunal constitutionnel fédéral le formulait ainsi à propos de la radio-diffusion (audiovisuel) : celle-ci « **est plus qu'un simple 'medium' dans la formation de l'opinion publique ; elle en est bien plutôt un 'facteur' éminent** ». Pendant longtemps, cette acception ne s'appliquait qu'à la RFA (Ouest). Mais en traversant le Mur et le Rideau de fer, la télévision ouest-allemande – seul 'bien' occidental que les Allemands de l'Est avaient liberté pleine et entière de 'consommer', du moins à partir des années 1970 – a étendu cette fonction à l'Est. Plus encore, de ce fait même, elle a **confirmé une seconde fois son rôle de « facteur » dans la formation de l'opinion publique**, assurant, sans en être toujours consciente, l'articulation d'une démocratie renaissante dans le contexte même d'une dictature.

9 novembre 2009